

Référendum du 12 décembre : le ton monte en Nouvelle-Calédonie

Par AFP agence, Le Figaro et Luc Lenoir

Publié il y a 56 minutes

Le port de Nouméa (Nouvelle-Calédonie). *Theo Rouby / AFP*

Les leaders indépendantistes refusent toujours de participer au scrutin. Le gouvernement évoque un dossier «complexe» et devrait préciser sa position ces prochains jours.

Le plus grand lagon du monde, fermé par une barrière de corail, restera-t-il français? En Nouvelle-Calédonie, loyalistes et indépendantistes font monter la pression sur l'État: les premiers pour qu'il maintienne le référendum sur l'indépendance à la date du 12 décembre, les seconds pour qu'il le reporte. Le gouvernement devrait trancher en fin de semaine.

Réunis au sein d'un Comité stratégique indépendantiste de non-participation, le FLNKS, parti historique kanak, et plusieurs autres formations, se sont ligués mardi pour mettre en garde l'État «sur un passage en force» le 12 décembre. «Il faut que l'État prenne bien la mesure de sa décision, qui pourrait être très néfaste pour notre pays et pour la suite du processus de

discussion», a averti André Forest, président du syndicat USTKE. Dès le 20 octobre, le FLNKS avait annoncé sa décision de ne pas participer à ce troisième référendum de l'accord de Nouméa (1998), invoquant l'épidémie de Covid-19.

Le gouvernement «*amené à préciser la situation sanitaire*»

Bien qu'en net repli, le virus, qui a fait

Cet article est réservé aux abonnés.